



Néo-Rhino

p.3

Clôde de Guise rencontre les Zapartistes qui font renaître le parti Rhinocéros



Dossier fachos

p.6

De Claude Picher de La Presse au Chili post-Pinochet, les fachos sont vos amis



Cinoche

p.8

Un regard critique sur deux des trois gros festivals montréalais



Le Couac

Un drôle d'oiseau

Vol. 9 • n° 2

Novembre 2005

3,50\$



Pétrole

Une escroquerie raffinée

PAR JACQUES BOUCHARD

LE PRIX DES PRODUITS PÉTROLIERS EXPLOSE, et les pétrolières blâment la météo, quand ce n'est pas la Chine. Katrina, Rita et les Chinois ont bon dos. L'augmentation récente du coût de l'essence n'a rien à voir, ou si peu, avec les dommages causés par les ouragans récents dans le Golfe du Mexique. Les grandes pétrolières ont profité des événements pour déclencher une crise du pétrole planifiée de longue date. De la même manière que les Bushistes se sont servi des attentats terroristes du 11 septembre 2001 pour se lancer à la conquête de l'Irak, une guerre coloniale désirée depuis des années.

La Commission fédérale du Commerce des États-Unis (*Federal Trade Commission*) vient d'ouvrir une enquête pour savoir si les compagnies pétrolières se sont concertées afin de réduire leurs capacités de raffinage pour augmenter leurs marges de profits (*Reuters* 21-9). Le premier septembre dernier, la Fondation pour la défense des droits des contribuables et des consommateurs (*Foundation for Taxpayers & Consumers Rights*) de Santa Monica (Californie) publiait une étude démontrant que, sur un total de 65 cents d'augmentation du prix du gallon d'essence à la pompe entre le 17 janvier et le 18 avril 2005, 61 cents étaient allés aux raffineurs. L'association californienne de protection des consommateurs a aussi publié sur son site Internet, des mémos internes de Chevron, Mobil et Texaco datant de 1996, suggérant fortement que ces compagnies ont volontairement diminué leurs capacités de raffinage et leurs stocks de produits raffinés pour augmenter leurs profits, et pour faire « assouplir » les lois environ-

très faibles marges de profits et de très faibles bilans financiers pour les raffineurs», peut-on lire dans le mémo de Texaco. Aujourd'hui, il ne reste que 12 raffineries pour alimenter le marché de la Californie, alors qu'il y en avait trois douzaines il y a une vingtaine d'années.

Les grandes pétrolières ont profité des événements pour déclencher une crise du pétrole planifiée de longue date.

Jusqu'à maintenant, les pétrolières ont gagné sur tous les tableaux. Le 7 octobre dernier, leurs hommes de main du clan Bush ont profité de l'occasion pour faire voter un projet de loi à la Chambre des Représentants, approuvé de justesse (212 contre 210), sous les huées des Démocrates. Joe Pitts, le représentant républicain de la Pennsylvanie qui a présenté le projet de loi en Chambre, a été jusqu'à prétendre que la crise actuelle serait dûe aux restrictions des lois environnementales. Selon lui, ces lois auraient empêché les pétrolières de construire de nouvelles raffineries depuis 30 ans (www.house.gov/pitts/). Avec cette loi, les Républicains comptent céder trois bases militaires désaffectées aux pétrolières pour y construire de nouvelles raffineries, en plus de réduire les exigences environnementales. Les grandes pétrolières ont fermé leurs raffineries il y a peu pour créer artificiellement une pénurie, et en récompense, le gouvernement les aidera à en construire de nouvelles, en se fichant des lois environnementales. La bonne affaire!

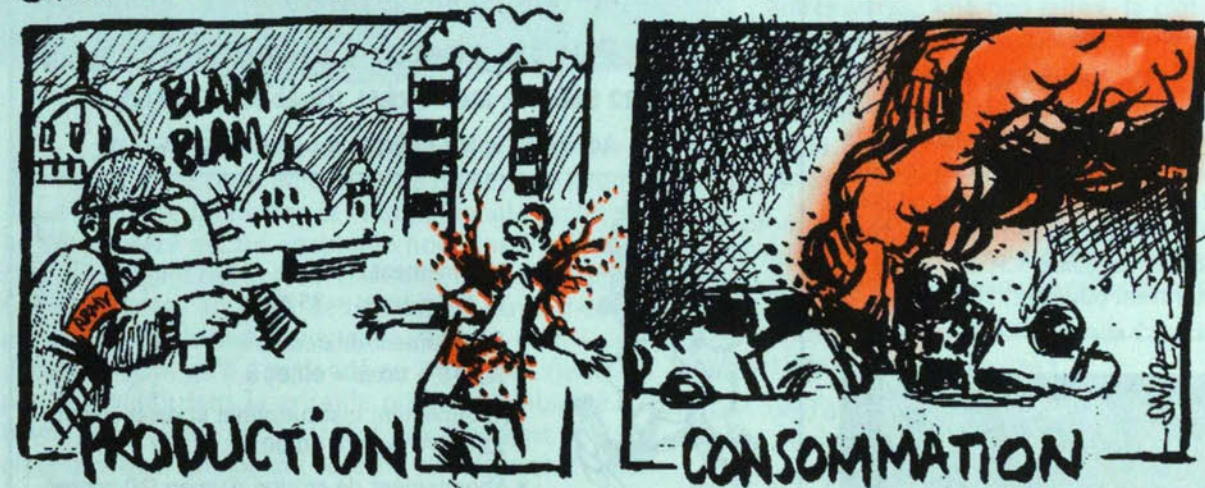
Pas plus fin, le gouvernement du Québec étudie la possibilité de subventionner l'achat de véhicules hybrides, à cause de

automobile c'est subventionner la pollution, véhicule hybride ou pas. Les bagnoles hybrides produisent encore en moyenne un peu plus de 3 000 kg de CO₂ par an, soit 20 à 25 % de moins qu'un véhicule ordinaire équivalent. Combien devrait-on verser en subventions aux citoyens qui ne possèdent pas d'auto, pour être juste?

La « crise » du pétrole est là pour durer et les guerres de Washington risquent de l'aggraver. Pas besoin d'être devin, ou économiste, pour prédire que l'organisation sociale centrée sur l'automobile deviendra progressivement un gouffre financier sans fond au cours des prochaines années. En 15 ans, de 1985 à 2000, le nombre de véhicule de promenade a augmenté de 68 % et le nombre de camions lourds de 34,5 %, selon Transport Québec. La seule solution écologiquement et économiquement logique, c'est le transport collectif. La société québécoise doit investir massivement dans les transports en commun et non pas dans le transport individuel. Pourquoi faut-il presque deux heures pour aller du centre-ville de Montréal à Saint-Hyacinthe, une banlieue d'auto à 50 km de la ville? Et cette grosse nouille de Jean Charest qui voudrait un TGV pour aller à New York. On ne peut pas dire qu'il a le sens des priorités celui-là.

Selon l'Organisation mondiale de la santé, en l'an 2000, l'automobile a tué 4 fois plus que les guerres et les conflits. Au Québec, c'est 700 morts, 5 450 blessés graves et près de 50 000 blessés légers, tous les ans. D'après le gouvernement du Canada, 16 000 personnes décèdent prématurément de problèmes respiratoires causés par la pollution automobile chaque année. C'est environ 1 900 personnes pour la région de Montréal.

CHEMINEMENT DU PÉTROLE



nementales les concernant (www.consumerwatchdog.org). « Le facteur le plus critique auquel doit faire face l'industrie du raffinage sur la Côte Ouest est le surplus de capacité de raffinage et le surplus de production d'essence. (Cette constatation est valable pour l'ensemble de l'industrie du raffinage des États-Unis). L'offre dépasse significativement la demande l'année durant. Avec pour résultat de

la crise du pétrole. Le PQ n'est pas en reste. Stéphan Tremblay, le député de Lac-Saint-Jean et porte-parole de l'opposition officielle en matière d'environnement réclame lui aussi des incitatifs fiscaux pour l'achat de véhicules hybrides (www.pq.org). L'Ontario offre déjà un rabais de taxe de vente de 1000 \$ aux acheteurs d'un hybride et les États de George Bush une réduction d'impôt qui pourrait atteindre 3 400 \$ ÉU. Subventionner l'achat d'une

Toute forme de subvention au transport individuel est une subvention à l'augmentation des coûts sociaux et une récompense pour les escrocs qui dirigent les multinationales du pétrole. Tant que le Québec ne se sera pas doté d'un système de transport en commun municipal et inter-municipal efficace, l'automobile fera des milliers de victimes et les Québécois seront les otages des bandits du pétrole.

Venez assister à l'enregistrement de :

PERSONNE N'EN PARLE!!!

Oubliez les controverses faciles, les conards provocateurs professionnels et les artistes surexposés...



... et venez écouter des invités boudés par les grands médias et des sujets occultés par la bouillie néolibérale ambiante!

Animé par nul autre que le chaleureux mais néanmoins verbomoteur David A. Ledoyen assisté de son Fou du roi, le mordant Bob l'Aboyeur! Sans oublier notre potiche de service...

Nos invités cette semaine :
Normand Baillargeon
Francis Dupuis-Déri
Pierre De Bellefeuille
Anne-Marie Brunelle
Benoît Perron

**Entrée : 10 \$ pour les étudiants, les sans-emplois, les fauchés
20 \$ pour les salariés
40 \$ pour l'abonnement de soutien (pour soi ou un tiers) donnant accès aux places VIP!**

Lieu : Pavillon Hubert Aquin de l'UQAM, 400 Ste-Catherine Est, salle A-M050 (suivez les affiches à l'entrée)

Date : Vendredi le 25 novembre 2005, à 20h.

Et ce n'est pas tout! Car le même soir, à partir de 22h30 : gros party chez Étienne, un bienfaiteur du Couac qui nous prête son somptueux appartement sur le Plato (coin Mont-Royal/Garnier, l'adresse exacte vous sera communiquée à Personne n'en parle) avec bière en vente sur place et les mix lancinants de DJ Brouuune!!! C'est-y pas beau ça?



Alerte orange!

Cher lecteur, chère lectrice,

Ce n'est pas en sautillant de gaieté que nous prenons cet espace pour causer « bidoux » avec vous, mais nous n'avons pas vraiment le choix. C'est la dure réalité de la presse indépendante.

Vous savez tous que votre canard préféré n'appartient à aucun grand groupe financier qui peut éponger sans problème les pertes occasionnelles d'une de ses divisions (le Couac est un OSBL et les rédacteurs sont bénévoles).

Vous savez aussi peut-être que la presque totalité des entrées d'argent du Couac provient de la vente de notre journal et non pas de la pub comme c'est le cas de La Presse et de ses semblables. Par conséquent on n'essaie pas, comme eux, de vendre nos lecteurs à des annonceurs, mais bien, grands naïfs que nous sommes, de vendre simplement de l'information à nos lecteurs.

Peu de gens savent cependant qu'on n'est pas fondamentalement contre le fait d'annoncer des produits et services responsables, équitables et qui servent la communauté, ce qui nous aiderait bien au niveau financier. Mais c'est le temps et l'énergie qui nous manquent pour simplement approcher ces éventuels annonceurs.

Depuis 8 ans maintenant, le Couac est publié chaque mois, contre vents et marées. Or il arrive parfois, un peu comme c'est le cas pour les habitants du sud des États-Unis et de l'Amérique Centrale, où l'on n'a pas assez de répit entre deux tempêtes pour se remettre complètement à flot... C'est ce qui nous arrive en ce moment.

Dans ces moments difficiles, faire l'orgueilleux ou l'autruche est suicidaire. Au contraire, la solidarité seule a montré son efficacité dans de telles situations. Bref, tout cela pour dire qu'on va avoir besoin de vous, ami(e) lecteurs.

Comment? L'idée de vous demander simplement du fric comme on s'en fait demander pour toutes sortes de bonnes causes ne nous plaisait guère. Nous vous avons plutôt concocté deux avenues qui nous semblent plus stimulantes et prometteuses.

La première, c'est notre concept « Personne n'en parle » (voir l'affiche ci-haut), dont nous ne sommes pas peu fiers! Eh oui, ça nous prenait quelque chose de moins lourd à organiser que nos traditionnelles Palmes d'Or du Couac étant donné l'urgence de la situation. La contrainte étant mère de l'invention, on a pondu ce concept révolutionnaire à côté duquel l'émission de Guy A. fait figure de soporifique jeu de société. Alors si vous voulez nous aider tout en assistant à un vrai spectacle stimulant intellectuellement et grinçant à souhait, venez nous voir à l'UQAM le 25 novembre prochain!

Suite page 2 : Alerte Orange



Alerte Orange — suite de la page 1.

L'autre avenue pour soutenir notre journal indépendant, c'est de suivre le petit protocole d'appui au Couac suivant, qui suggère une façon concrète d'agir selon les disponibilités et les revenus de chacun :

| Votre état : | Ce que vous pouvez faire : |
|--|--|
| Vous êtes complètement cassé parce que sans emploi ou parce que vous étudiez à temps plein ? | Pas de problème, continuez à acheter et à lire le Couac quand vous le pouvez. Vous savoir parmi nos lecteurs est déjà une bonne nouvelle pour nous. |
| Vous travaillez et achetez le Couac malgré vos finances serrées ? | Faites-le simplement connaître à une personne de votre entourage en lui filant vos anciens numéros. Elle vous en sera sans doute infiniment reconnaissante. |
| Vous avez une job qui vous permet enfin de souffler un peu financièrement ? | Abonnez-vous en profitant de notre spécial à 25 \$ pour 12 numéros. À ce prix-là, on couvre tout juste l'impression et les frais d'expédition de votre journal, mais au moins vous n'en manquez pas un et il vous arrive chez vous par la poste. |
| Vous avez un salaire décent qui vous permet de sortir et d'avoir des loisirs ? | Abonnez-vous au tarif régulier de 35 \$ par an. C'est moins que le coût d'une bière par mois pendant un an. Une bière de moins pour 8 pleines pages d'information de plus ! Votre cerveau et votre bide ne s'en porteront que mieux... |
| Votre travail vous donne un accès direct à une institution comme une bibliothèque, un syndicat, une association quelconque ? | Allez voir la personne responsable et proposez-lui de prendre un abonnement institutionnel à 60\$. Il ne manque que vous comme intermédiaire pour que cette maigre somme pour eux leur rapporte une mine d'information mensuelle. |
| Vous avez un peu plus de temps à nous consacrer parce que vous croyez que notre journal est essentiel au paysage médiatique québécois et que sa disparition serait une catastrophe ? | Expliquer à cette même association ou au commerce sympa en bas de chez vous comment une publicité dans le Couac peut rejoindre des gens curieux et cultivés et comment cette petite pub peut aider notre journal. Parlez-leur de nos petits formats abordables, la carte d'affaire (80\$) et le huitième de page (200\$). Pour les entreprises responsables de plus grande envergure, offrez-leur nos quarts de page (400\$), nos demi-pages (800\$) nos pleines pages (1350\$). Dites-leur aussi que nous sommes ouverts à négocier les prix pour plusieurs publications. |
| Vous êtes mécène et vous avez un gros carnet de chèques ? | Appelez-nous (514 596-1017), on aimerait mieux vous connaître... |

Voilà. Comme vous voyez, il y en a vraiment pour tous les goûts et pour toutes les bourses ! Comprenez bien qu'il ne s'agit pas ici de cris plaintifs pour jouer sur les sentiments. Cela nous « énarve » autant que vous. C'est juste qu'on en a VRAIMENT besoin pour continuer de vous proposer chaque mois un journal satirique indépendant qui, en plus d'informer et de faire réfléchir, essaie aussi de vous faire sourire. Et nous serions les premiers peinés que cette belle aventure soit compromise faute de fric. Notre espoir est que nous ne sommes pas les seuls à penser ainsi.

L'ÉQUIPE DU COUAC

COURRIER DES LECTEURS

Un bonbon amer

Quand j'étais enfant, comme tous ceux de mon âge, on quêdait de porte en porte, à l'occasion de l'Halloween. Certains des adultes qui répondaient en profitaient pour s'amuser à nos dépens : « Chante une chanson, ordonnait-on, ou alors fais-nous une imitation d'Elvis et alors tu auras des bonbons »...

J'imagine Raymond Lévesque et Marcel Dubé [N.D.L.R. : tous deux lauréats du Prix du gouverneur général 2005] à la mascarade de la gouverneure générale : « Raymond, chante-nous Bozo-les-culottes... et toi, Marcel, lis-nous un extrait des Beaux dimanches où il est fait allusion au FLQ... »

Et Raymond et Marcel repartiront avec leur bonbon de 15 000 \$, j'entends déjà les rires, comme ceux qui nous humiliaient à l'Halloween.

Michel Gingras

Journalisme « made in China »

La Chine accueillera les Jeux olympiques d'été en 2008. La décision d'accorder une telle compétition à la plus grande

dictature du globe est en soi douteuse. Mais il est plus que déplorable de voir *La Presse* (19-09, page A2 et A3) répondre à une invitation du gouvernement chinois, ce qui équivaut à l'aider dans son effort de relations publiques internationales. Parler de ce pays est pourtant une excellente idée. Mais comme il était indiqué à la fin de l'article, le journal a répondu à l'appel de « l'Office national du tourisme ».

Dans la série de deux textes, pas un mot sur cet État qui contrôle pratiquement toute la sphère médiatique sur son territoire. Pour s'implanter en Chine, même les fournisseurs des moteurs de recherche Internet comme « Google » doivent développer une version qui fait disparaître tout ce qui fait référence aux mots « Taiwan », « démocratie », « Tienanmen », « droits humains », etc. La plupart de ses filtres sont d'ailleurs développés par des entreprises occidentales.

Une soixantaine d'internautes « dissidents » et une trentaine de journalistes croupissent aussi dans les prisons. Des établissements bien garnis.

Plusieurs ONG prévoient que cette chasse à la dissidence

politique et idéologique s'accroîtra au fur et à mesure que l'ouverture des Jeux approchera. Certains des détenus torturés dans le silence ont notamment été arrêtés sur la place Tienanmen, en 1989. À cette époque, l'armée a réprimé dans le sang une manifestation de citoyens qui réclamaient pacifiquement des réformes démocratiques. [...]

Reporters sans frontières classe la Chine au 162e rang — sur 167 — pour la liberté de presse dans le monde. Pour bien paraître malgré tout, le gouvernement invite des journalistes pour témoigner des « fantastiques » travaux planifiés pour les Olympiques de 2008. Les sbires de Pékin prennent soin de passer sous silence les questions liées à la liberté d'expression, à la démocratie ou aux droits humains. *La Presse*, elle, a mordu à l'appât.

Alexandre Shields

Écrivez-nous !

Le Couac publie les courts commentaires de ses lecteurs. Le courrier électronique demeure la meilleure façon de nous joindre (texte@lecouac.org). Sinon, envoyez une disquette par courrier postal : *Le Couac*, CP. 222 Succ. D, Montréal (Québec) H3K 3G5.

L'IDÉOLOGIE QUÉBÉCOR !



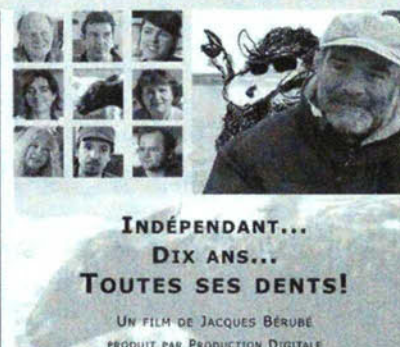
Un oubli ?

Difficile de ne pas être d'accord avec Josée Boileau (*Le Devoir* 29/09) : « La liberté d'expression a bon dos quand il s'agit de céder l'antenne aux crétiens qui sévissent dans notre société. Les gens qui savent, qui sont capables de mettre les choses en perspectives, qui ont du vécu, de la bouteille, de la sagesse — ce qui n'a rien à voir avec l'âge — n'ont pas, eux, ce privilège qu'on leur tend si facilement le micro. » Mais on peut demander à la responsable des pages Idées : leur tendez-vous si souvent la plume ?

► PLOGUES

Dix ans, et toutes ses dents !

Le journal *Le Mouton NOIR* de Rimouski (www.moutonnoir.com) fête cette année son dixième anniversaire. Pour ces dix ans de liberté d'expression, d'indépendance et de parole citoyenne, Jacques Bérubé, le fondateur du journal, vient de faire paraître un documentaire intitulé *Dix ans... Indépendant... Toutes ses dents !*



Pierre Landry, le fameux Doc Landry du Mouton, vient pour sa part de publier aux Éditions Trois-Pistoles un livre intitulé *Le Mouton NOIR, Plus mordant que le loup* qui retrace l'histoire du journal et de la presse indépendante régionale, de même que l'idéologie du Mouton et sa politique éditoriale. Le livre est doublé d'une anthologie, une sélection de textes parus au cours des 10 dernières années. De plus, le prochain numéro du Mouton Noir sera une édition spéciale pour souligner cet anniversaire. Bravo au Mouton et, comme dirait l'autre, « Vive la presse... libre ! »

La crise expliquée aux tout-petits



Le smog. La pollution sonore. La surconsommation. Le déclin de la planification urbaine. Le cartel du pétrole. La guerre. Votre enfant de six ans vous demande de lui expliquer tout cela, le tout en moins de cinq minutes. Vous avez environ 1000 mots.

L'auteur Charles Montpetit a relevé ce défi dans *La grande menace*, un album pour enfants où un village médiéval est envahi par des monstres plutôt encombrants. Cet album est exclusivement diffusé par les organismes Cyclo Nord-Sud et Équiterre qui conserveront l'entièreté des revenus ainsi générés. Pour se procurer le livre : Cyclo Nord-Sud : (514) 843-0077 ou info@cyclonordsud.org ; Équiterre : (514) 522-2000 poste 247 ou info@equiterre.qc.ca

POUR S'ABONNER

Par téléphone : (514) 596-1017

Par la poste : **Le Couac**

CP. 222 Succ. D, MONTRÉAL (Québec) H3K 3G5

Adressez votre chèque à : **Le Couac.**



- Abonnement d'un an : 30,42\$ + taxes = **35,00\$**
- Abonnement de deux ans : 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement institutionnel et de soutien : 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution) : 225,98\$ + taxes = **260,00\$**
- Abonnement d'un an à l'étranger : 43,46\$ + taxes = **50,00\$**

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

Le Couac

c.p. 222 succ. D,
Montréal, Québec, H3K 3G5
Téléphone : (514) 596-1017



Vous voulez collaborer au Couac ? Vous pouvez nous faire parvenir vos textes/dessins/photomontages par courriel, via notre site Internet : www.lecouac.org.

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau
« Vice-président à l'information et éditeur adjoint » : David Ledoyen
Co-Rédacteurs en chef : Jacques Bouchard, Bruno Dubuc, Simon Tremblay-Pepin

Collaborateurs : Isabelle Baez, Normand Baillargeon, Pierre de Bellefeuille, François Cavaillès, Claude G. Charron, Marc-André Cyr, Clôde De Guise, Émilie Joly, Jean-François Landry, Michel Rioux, Valentin Tardi, Pierre Vadeboncoeur, Ramon Vitesse, Le cercle de zoologie politique Winston-Smith.

Illustrations et photos : Bobidoche, Boris, Charb, Luc Giard, Serge Ferrand, Sniper, Ramon Vitesse.

Graphisme : France Mercier

Imprimé par : les travailleurs et travailleuses syndiqué-es de Payette et Simms inc.

Distribué par : Messageries de Presse Benjamin Inc.

Nous remercions chaleureusement *Charlie Hebdo* pour sa collaboration.

Abonnement et publicité : lecouac@vif.com (514) 596-1017.
ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
Imprimé au Québec

Le cilice pour l'éternité

IL Y A L'APPROCHE M-L (MARXISTE-LÉNINISTE), celle que nous connaissons à l'époque et qui se résumait dans le slogan *De défaite en défaite jusqu'à la victoire finale...* La souffrance faisant foi de tout, il faut donc se garder de tout optimisme et bannir toute réjouissance tant que la totalité de l'objectif n'est pas atteint. Alors seulement est-il permis d'enlever cilices autour des reins et cendres sur la tête. Rien de tel que les ténèbres, semble-t-il, pour forger une âme collective forte.

Il y a aussi l'approche qui fait confiance à la vie. Qui permet de prendre la mesure des événements, à travers des lunettes non pas roses, mais claires. Dans ce type d'approche, on s'interdit d'affirmer *Maintenant ou jamais* pour privilégier plutôt le *Jamais comme maintenant*.

L'histoire des peuples nous enseigne en effet que ces derniers, s'ils demeurent attirés par l'absolu, choisissent plutôt le relatif à l'heure des grands tournants. Ces réflexions me sont venues à la lecture d'un texte d'un étudiant en littérature publié dans l'édition du *Devoir* du 15 octobre.

Souveraineté du Québec – L'échec comme fiction suggère que le Québec souverainiste, se situant en marge du réel, serait en train de transformer une défaite en victoire morale et en progrès historique.

L'idée que le résultat de 1995 fut une défaite a été en effet rapidement accréditée en haut lieu, à commencer par Lucien Bouchard lui-même, qui s'est rapidement chargé de ravalier le projet de libération nationale en commande d'épicerie. Par contre, dès le lendemain du référendum, Gérald Larose, alors président de la CSN et porteur de ballon important durant la campagne référendaire, déclarait ceci : « Si, mathématiquement, le vote référendaire se solde par la défaite du OUI, au plan politique, il exprime une tout autre réalité : le Québec a gagné. Jamais le Québec n'aura joui d'un rapport de forces aussi impressionnant. »

On connaît malheureusement la suite : l'avocat de campagne précédemment cité, dont on croyait qu'il était fier mais qui n'était en réalité que vaniteux, s'est chargé, avec quelques autres, de gaspiller ce rapport de forces politique à nul autre pareil dans notre histoire.

L'étudiant condamne dans son texte le fait que *« le rêve est encore la force motrice de ce mouvement, et c'est ce qui devrait nous inquiéter le plus. »* À son avis, ce n'est pas à la fête qu'il faudrait convier le monde en ce dixième anniversaire, mais *« au deuil et au silence »*. Or c'est le rêve qui nourrit et porte à l'action. Et c'est le désespoir qui dessèche. *« Une espérance collective ne peut pas être domptée. Tout désespoir en politique est une sottise absolue. »*

Il y a des peuples, écrivait Pierre Bourgault un an avant le référendum de 1995, *« qui ont compris qu'on ne devait pas confier la politique aux marchands de tapis. Ils ont compris qu'il y a des risques qu'il vaut la peine de courir. Ils ont surtout compris que l'indépendance n'est pas une récompense pour les peuples parfaits, mais un instrument essentiel à qui veut le devenir. Que, s'il y a des risques à devenir souverain, il y en a peut-être plus à rester sous domination. Que tout n'est pas qu'affaire d'argent dans la vie. »*

Une bonne part de notre drame collectif vient de là. Quand on a dit, comme ce fut le cas au moment du référendum sur l'Accord de Charlottetown : *« À ce prix-là, c'est non ! »*, on affirmait de ce fait que si le prix était meilleur, on pourrait trouver de fort jolis atours au fédéralisme. Fuck la dignité ! Fuck la liberté ! C'est ce que se sont dit récemment une journaliste d'origine haïtienne, un cinéaste d'origine française, et quelques souverainistes qui ont reçu quelques dollars de leurs mains.

La dignité, cela ne s'achète pas. Les grandes luttes ouvrières, les grandes grèves, n'ont pas été menées en brandissant des calculettes ! *« Proposez-nous la liberté en nous demandant si nous sommes prêts à en payer le prix. Mais cessez vos marchandages sur notre dos »*, disait encore Bourgault.

Par contre, là où l'étudiant en question a raison, c'est quand il déplore que le PQ *« s'apprête à porter à sa tête un chef faible »*. Il aurait pu ajouter : terriblement fragile, et sujet à tous les chantages qui, l'atteignant, auront pour effet de nous affaiblir collectivement. C'est pour cette raison que la dernière journée où la chose a été possible, le 14 octobre, j'ai pris pour la première fois de ma vie une carte de membre du PQ. Pour pouvoir lui dire NON, à ce petit arriviste de droite.

MICHEL RIOUX

* (Ndlr. Et encore ! La lecture du brulôt de Robin Philpot, *Le référendum volé*, force à reprendre les calculs)



Non, monsieur Péladeau, Le Couac n'est pas à vendre!
(il accepte cependant les dons charitables)

VOUS AVEZ SECOUÉ LE MONDE DE L'ÉDITION ET DES LETTRES. Vous avez frappé un grand coup en achetant le groupe Sogides, qui comprend plusieurs maisons, notamment : L'Hexagone, VLB, L'Homme, Le Jour, Les Presses libres, Typo et Utilis. Chacune de ces maisons a une personnalité propre. Pourront-elles la conserver? Les liens de Sogides avec des éditeurs français seront-ils maintenus?

Vous aviez déjà mis la main sur Libre expression, Stanké, CEC, Trécarré et Logique. Il y a donc une concentration de l'édition qui inquiète, de la même façon que la concentration de la presse qui est un domaine voisin de l'édition. Ce que sont devenus les hebdomadaires régionaux que vous avez acquis, de pitoyables feuilles de chou, ne rassure guère.

Ne perdez donc pas votre temps à nous figoler une offre. C'est non pour tout l'or du monde. Vous pouvez toutefois vous abonner ou abonner vos différents journaux et maisons d'édition. Vu leur nombre, cela nous ferait du bien. Et leur rappellerait peut-être la belle époque de leur indépendance.

Votre tout dévoué,

LE COUAC

« Le Canada n'est pas un pays, c'est un système ferroviaire »



PHOTO: JEAN-FRANÇOIS NADEAU

LE 20 SEPTEMBRE DERNIER RENAISSAIT, au Lion d'or, le parti Rhinocéros dans le cadre du Festival international de littérature et l'Internationale zaparviste. Le *Rhinocéphale* est un spectacle hommage à Jacques Ferron soulignant le 20^e anniversaire de sa mort. « Le parti Rhinocéros : un parti séditieux, un parti d'escarmouche, de guérilla idéologique », écrivait Ferron pour décrire ce parti qu'il a co-fondé en 1963 pour mettre un peu d'humour dans la grisaille politique ambiante. La fièvre rhino a pris de l'ampleur aux élections de 1980 alors que trois Rhinos ont réussi à se hisser en 2^e place au niveau du vote populaire. Le pouvoir en place, objet de dérision, a répliqué en haussant de 200 \$ à 1 000 \$ le montant de la cotisation donnant le droit de briguer les suffrages. Rhino s'est éteint en 1993. Qu'à cela ne tienne, il renaît de ses cendres plus vigoureux que jamais. « Dieu est mort mais le rhinocéros est partout », clamaient les Rhinos d'époque.

De l'hippopotame au rhinocéros

La petite histoire rhino s'est notamment inspirée d'une histoire d'hippopotame. Des habitants d'un quartier de Sao Paulo au Brésil avaient voté massivement pour un hippopotame du zoo local plutôt que pour les élus locaux. En 1979, deuxième vague du parti qui avait été pris d'assaut par des artistes du quartier Saint-Louis à Montréal, Cornélius 1^{er}, un rhino né au zoo de Granby a été proclamé chef à vie du parti.

Le *Couac* a fait enquête : Cornélius 1^{er} est décédé sans laisser de descendance et des mauvaises langues vous diront qu'il était impuissant, mais ça c'est une autre histoire.

Pourquoi le rhinocéros? Parce que c'est le symbole par excellence de la stupidité, de l'insignifiance. Pour le parti, les politiciens, comme le rhinocéros, sont par leur nature : « à peu épaisse, se déplace lentement, ont l'intellect faible, peuvent se déplacer très vite lorsqu'ils sont en danger et ont de grandes cornes velues poussant au milieu de leurs visages ».

Le slogan du parti était : « D'une mare à l'autre », le drapeau : « l'Union Jack avec un rhinocéros écrasé en plein milieu », l'objectif se calquait sur celui des autres partis : « ne rien faire », la plate-forme avait deux pieds de haut et était faite en bois.

Le credo de base « ne rien promettre » et briser chaque promesse (comme les partis traditionnels). Si élu, le parti rhino allait exiger immédiatement un recomptage des votes.

Les promesses de la plate-forme politique rhino d'origine n'ont malheureusement pas été reprises par les partis traditionnels malgré la pertinence de celles-ci comme :

« fournir une éducation plus élevée aux Canadiens en construisant des écoles plus hautes » ;

« instituer l'anglais, le français et l'analphabétisme comme les trois langues officielles du Canada » ;

« mettre la dette nationale sur une carte Visa », etc., etc., etc.

Néo-Rhino

Le *Rhinocéphale*, mis en scène par François-Étienne Paré, entouré de Gary Boudreault, François Patenaude, Christian Vanasse, Zoomba et dans l'ombre mais non moins présente, Nadine Vincent avec en musique les Conques claquent (Stéfane Boucher, Joël Montpetit et Jean-François Ouellet) est le point départ du courant néo-rhino.

Il faut savoir que les Néo-Rhinos ont développé l'art du paradoxe à tel point que tout est vrai et son contraire aussi. Les Néo-Rhinos font rarement consensus, ils sont selon leur propre expression « dissensusuels ». Chaque spectacle est en fait un *meeting* politique. Les Néo-Rhinos sont constamment en campagne électorale. Y a-t-il parfois consensus chez les Rhinos?

« Le retour rhino est d'abord un *show* hommage à Jacques Ferron que nous avons découvert et qui est encore tout à fait d'actualité », explique Rhino Paré. « Ferron, c'est notre gourou, ostie ! », surenchérit Rhino Boudreault.

Le slogan du parti Néo-Rhino est « le futur, c'est tout à l'heure, fait qu'on va y voir ». Le futur est-il un parti politique Rhino? Dans le *show* chaque Rhino — Rhinogigon, Rhinovateur, Rhinoffensif, Rhino-Willie (Lamothe), Rhinocirrhose — défend ses propres intérêts, peut représenter plusieurs comtés ou un comté peut-être représenté par plusieurs Rhinos, nos promesses se contredisent, etc. « Rhino s'impose comme le parti unique de toutes les tendances — sécession, corruption, conservatisme, utopie, etc. », raconte Rhino Paré.

« Pour la formation d'un parti politique, peut-être ben qu'oui ou peut-être ben que non ! Y a des gens qui nous approchent, des personnes qui sont prêtes à s'investir dans une campagne Rhino mais maintenant on ne sait pas ce qui va arriver », soutient Rhino Vanasse. Rhino Zoomba rajoute, « on n'ira même pas aux réunions du parti, on ne votera pas pour nous-même... »

Le Néo-Rhino est-il clownesque? « Nous ne sommes certainement pas des amuseurs publics même si être ironique et cynique peut porter au clownesque », s'empresse de dire Rhino Zoomba.

« En réveillant Rhino on remue la fange et ça pue. C'est l'esprit rhino qu'on diffuse et qui peut être transféré à tous les paliers de gouvernement. Nous formons la confrérie des insatisfaits », rétorque Rhino Vanasse qui rajoute : « Je serai satisfait quand André Pratte va écrire dans *La Presse* "le Rhino, c'est con!" »

La suite Néo-Rhinocéros? Des promesses, des promesses : « éradiquer la pauvreté et l'obésité de façon définitive en donnant les gros à manger aux pauvres » ;

« analyser les impacts des gaz à effet de serres en enveloppant l'Alberta sous un gros polythène » ;

« Introduire la conduite automobile à gauche au Québec... mais progressivement ; en commençant par les gros camions en finissant par les vélos... »

« Quand la corne vous poussera dans le front, vous saurez que l'heure rhinocéros est venue. Il suffit de vous regarder dans le miroir tous les matins ! »

CLÔDE DE GUISE

La vie des bêtes

Au lieu de l'habituel combat des opinions et des préjugés dans le domaine politique, le Cercle de zoologie politique Winston-Smith vous propose un regard scientifique sur la basse-cour politicienne.

« Il était un fantôme solitaire, préférant une vérité que personne n'entendrait jamais. Mais aussi longtemps qu'il le faisait, d'une certaine manière obscure, la continuité n'était pas rompue. Ce n'était pas en se faisant entendre, mais en restant sain d'esprit qu'on poursuivait l'héritage humain. »

- George Orwell, 1984

Le Boisclairien

Anatomie d'un engagé politique de surface

C'EST DANS LES HAUTS PLATEAUX DU COMTÉ DE GOUIN que l'observateur aguerri risque de croiser ce qu'il est dorénavant établi d'appeler le Boisclairien. Descendant de la famille des jeunes péquistes, on reconnaît le spécimen à ses lunettes carrées, sa chemise pré-fripée et le macaron « je suis souverainiste », excroissance de son sac d'école. Car le Boisclairien est étudiant, et il est fréquent de le croiser, en hiver, sur un campus universitaire haut perché à flanc de montagne.

En période de rut électoral, le Boisclairien émet un hurllement aigu qui illustre son plaisir à approuver les parades amoureuses de son mâle dominant. Le mâle dominant attend généralement les heures de grande écoute ou les midis-rencontres pour pavaner son plumage arc-en-ciel tout en émettant des sons inintelligibles mais chargés en émotion, destinés à susciter l'adhésion immédiate et spontanée de tout Boisclairien potentiel.

Observons un peu le cycle de vie du Boisclairien. La période de gestation est d'environ un an dans une fédération étudiante universitaire locale ou nationale. Dans son cocon, le Boisclairien en devenir développe une forte tendance souverainiste qui se confirmera rapidement par son adhésion à la meute péquiste.

La métamorphose se produit lorsqu'il admet l'inéluctable: seul André Boisclair est capable de mener le Québec à la souveraineté. S'ensuivra une longue période initiatique ou le nouveau Boisclairien doit prouver son allégeance. Le rite de passage définitif se fera lorsqu'il saura répéter avec la conviction la plus totale le mantra fondateur: « le problème est à Ottawa ».

Certes, le boisclairien pourra à l'occasion se désoler des problèmes environnementaux, sociaux ou internationaux. Mais cela n'aura jamais d'impact sur son appui indéfectible à André Boisclair. Car il existe pour le Boisclairien deux mondes cloisonnés: la

sensibilité personnelle et l'action politique concrète. Ces deux solitudes ne seront réunifiées qu'au moment de la conquête de l'indépendance politique par l'élu instruit par les sages de Harvard.

Le Boisclairien est donc une espèce à deux vitesses pour qui le projet social québécois doit attendre l'ascension vers la souveraineté. Entre temps, le Boisclairien est prêt à ravalier le pire avec le sourire: capitalisme carnassier, exploitation, libre-échange à l'américaine, inégalités sociales, pauvreté endémique, destruction de l'environnement, mondialisation néolibérale. Ce n'est pas tellement qu'il accepte ou cautionne ces problèmes humains, mais plutôt qu'il estime qu'il est peu opportun d'en discuter, car il pourrait s'agir là de sources de divisions de la grande famille souverainiste.

De toute façon, trop brasser la cage peut aussi être source de problèmes plus graves. Car, s'il est soucieux de l'avenir national, le Boisclairien ne perd pas pour autant de vue son avenir personnel et sa carrière. Afin de se reproduire et d'assurer la survie de l'espèce, le Boisclairien organise dans des nids montagnoux quantité de rassemblements électrisants sur fond de rythmes tribaux à la Loco Locass, autant d'occasions de se prouver au mâle dominant.

La surpopulation de Boisclairien, en hausse de 40% depuis les derniers mois, menace l'équilibre de l'écosystème socio-politique québécois. La biodiversité idéologique risque d'en souffrir fortement. En effet, à l'ombre des silences boisclairiens, les jeunes pousses socialistes ne pourront que s'étioler dans l'oubli et l'obscurantisme. S'ensuivra une ère glaciaire intellectuelle qui figera les pensées. Et, si l'hiver passe enfin, il restera, comme l'observait Lelièvre, bien « peu de choses de ce jardin de jolis mots »...

LE CERCLE DE ZOOLOGIE POLITIQUE WINSTON-SMITH

La fin d'une chronique

Voici bientôt le chef du PQ

QUELQUES JOURS APRÈS LA PARUTION DU COUAC, les péquistes éliront leur nouveau(ille) chef(fe). Il y aura des votes francs, des votes stratégiques et des votes annulés. Et des abstentions, probablement peu nombreuses puisqu'il y a un large choix.

Il y a eu beaucoup de débats et autres rencontres. Des flots de paroles. Pas toutes bien choisies. Par exemple, en parlant de citoyenneté, André Boisclair a fait la distinction entre le droit du sol et le droit du sang, se déclarant en faveur du premier. Or cette distinction, courante en Europe, n'a aucune pertinence au Québec où le droit du sol fait l'unanimité. Ceux et celles qui sont établis au Québec sont Québécois. Cette sortie donnait l'impression que le candidat cherchait à mettre du sang sur les mains de ses concurrents. Pas très joli.

Pauline Marois a fait une campagne remarquable, avec cependant une fausse note lorsqu'elle a promis, le 4 octobre, que le Québec indépendant garderait à son emploi tous les fonctionnaires fédéraux qui travaillent au Québec. Elle peut se justifier en rappelant que tous les chefs du PQ ont pris cet engagement. Celui-ci n'en est pas moins absurde. Il entre nettement en contradiction avec un des avantages de l'indépendance, qui permettra de mettre fin aux nombreux chevauchements entre les deux ordres de gouvernement, chevauchements qui sont une source de gaspillage et d'inefficacité.

Louis Bernard a évité le jargon de la quadricapillectomie (fendre les cheveux en quatre) et les envolées nationalistes. On a l'impression que plutôt que de l'aider, cette sobriété lui a nuï. Sa détermination indépendantiste est pourtant évidente.

Richard Legendre, as du tennis, a suivi le conseil du Couac. Il est monté au filet et ses coups semblent avoir suscité une grande popularité.

Gilbert Paquette s'était laissé oublier après les années Lévesque. Cela lui a nuï. Par ailleurs, il a raison: plusieurs candidats pour se partager la gauche péquiste, c'est trop, même s'il y a en réalité plusieurs gauches, la sienne et par exemple la gauche syndicale de Pierre Dubuc et la gauche écologiste de Jean Ouimet*, deux candidats qui, comme Paquette, ont fait de bonnes campagnes dans des conditions difficiles.

Ghislain Lebel et Jean-Claude Saint-André ont mis du piquant dans la campagne, l'un en faisant un puissant écho au nationalisme des années 1950, l'autre en épousant avec éloquence les audaces d'un Jacques Parizeau ou d'un Robert Laplante.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

* Drôle de patronyme, tout de même, pour un indépendantiste: « oui, mais... »

LE COIN DU MASOCHISTE

Il faut bien qu'au moins un canard souffre pour le bien de la canarderie. C'est malheureusement moi qu'on a choisi. Avec, je l'avoue, un peu de plomb dans l'aile, je m'astreindrai donc... à lire chaque mois pour les autres canards... La Gazette, Couac! Le Globe and Mail Couac! Couac! Et le National Post, Couac! Couac! Couac!



Couac'en pense, couac'en dise Michaëlle: the two solitudes ride again

JE NE PEUX PASSER OUTRE DANS CE COIN DU MASO la loufoque semaine que nous ont fait passer la nouvelle vice-reine et son consort. Le monde à l'envers: alors que, quelques jours avant *The Introduction of the GG*, le coriace Andrew Coyne n'était vraiment pas prêt à lui baiser les pieds, voilà qu'au lendemain de la cérémonie le chroniqueur du *National Post* considère notre Michaëlle comme sa *Commander-in-Chief*. Et, pendant ce temps dans la bourgade, deux journalistes plutôt qu'une du journal à Ti-Paul garrochet des roches à notre nouvelle PET en jupon.

N'ayant pas regardé la cérémonie à la télé, je ne sais si le protocole rendait nécessaire la sortie du placard du gentilhomme huissier de la Verge noire (1). On sait par contre que le grand spécialiste en *Quebec bashing*, Marc Lalonde, a voulu que la « Cérémonie d'Introduction de la GG » soit à la fois festive et larmoyante. Opération réussie: PASSION AND TEARS titra au lendemain de la Fête notre bonne vieille *Gazette*.

Passion - Du jamais vu: la nouvelle Vice qui fait des steppettes dans sa très austère Chambre Haute alors que son empesé chef du Conseil se permet lui aussi de lever la patte au rythme des accords du *Poeple's Gospel Choir*. Pleurs — Larmes aux yeux de ces deux personnages devant une Julie Massicotte entonnant *Ne tuons pas la beauté du monde*. Ce Canada ne nous reconnaît pas, mais il

n'en finit plus de gruger dans nos symboles et notre patrimoine culturel, et maintenant, en utilisant les services d'une jeune femme issue d'un des peuples les plus pauvres des Caraïbes qui, avant ce récupérateur 27 septembre, n'intéressait que peu le Canada Hors Québec.

La nouvelle Vice a fait vibrer les cordes sensibles d'un Canada toujours en quête d'identité en témoignant comment le pays avait été « une terre d'accueil » pour elle, une descendante d'esclaves dont la famille, alors qu'elle n'avait que onze ans, a fui son île parce que Papa Doc en voulait au paternel. Comble d'émoi dans le ROC du fait que ces choses étaient dites par une GG qui, la veille, s'était délestée de la nationalité française. En un temps où les Français ont si mauvaise presse en pays anglo-saxon! Puis, il y eut la phrase qui a littéralement ébranlé les colonnes du Temple: « *The time of the two solitudes is past.* »

Dès le lendemain, la michaëllomanie est enclenchée. Titres hyperémotifs et grandes photos tapissent la une de tous les journaux. Photos de Michaëlle et de sa fille, entourées d'une foule *black and white* en émoi; famille vice-royale tout sourire avec un Jean-Daniel Lafond ayant remis sa tête de soixante-huitard. Nouvelles idées, nouveau look! Dans le *National Post*, gros plan de Michaëlle jouxtant un texte d'Andrew Coyne qui lui fait

amende honorable, lui qui avait tant douté de sa loyauté envers le Canada (lire notre dernier canard). « *Madam, I surrender* » (je me rends) commence-t-il par écrire.

Andrew Coyne a donc battu en retraite et rejoint la faune des éditorialistes, journalistes et chroniqueurs du ROC qui, au lendemain de l'assermentation, ont été très majoritairement et littéralement « renversés » par le charme et la performance de Michaëlle. Pour Lawrence Martin (G & M), elle est la Jeanne d'Arc du fédéralisme appelée à réduire en fantômes tous les petits Boisclair de la terre. « *She is becoming Canada* » réplique son collègue John Ibitson. De retour de son Damas, Andrew Coyne se fait l'interprète

jour, prévoit une Michaëlle qui va rehausser la fonction de GG, et le lendemain devant l'avalanche de lettres de lecteurs outrés, calme l'atmosphère en scribouillant « qu'il faut beaucoup d'imagination pour y voir dans cette introduction un autre complot fédéraliste contre la nation québécoise. »

Mais, c'est Lysiane Gagnon qui devait le plus nous surprendre avec *Une reddition spectaculaire* le jeudi 29. Une Lysiane méconnaissable: « Michaëlle Jean en a donné plus que le client en demandait. Après avoir menti en affirmant solennellement que son mari n'avait jamais adhéré au mouvement indépendantiste, la voilà qui proclame « la fin des deux solitudes », comme si sa nomination effaçait du coup 450 ans d'histoire et 40 ans de débats

du nouveau messie: « Un message tout en réprimande envers ceux qui, quarante ans durant, ont tenté de satisfaire les sempiternelles demandes du Québec. »

Coyne dit crûment ce qu'une majorité de l'establishment anglo-canadien pense: que ce qu'a dit la nouvelle GG doit servir à mettre aux pas non seulement les séparatistes mais tout autant les Charest, Pelletier, Gagnon-Tremblay et les autres nationalistes mous qui réclament des sornettes comme le fédéralisme asymétrique, ou encore, que la voix du Québec soit entendue dans le monde. Et notre béni-oui-oui national, André Pratte, de considérer le Canada évoqué la veille par Michaëlle comme un *work in progress!*

Mais l'affaire de la conversion d'un couple ami des purs et durs en néotru-deauiste déclaré ne pouvait que faire des vagues dans la Solitude condamnée à la disparition. Et c'est dans *La Presse* que la réaction sera la plus incendiaire. Passe encore une Nathalie Petrowski qui a des comptes à régler avec Michaëlle. Pendant ses vingt ans de carrière à Radio-Canada, insinue-t-elle, « la nouvelle gouverneure a fait des pieds et des mains pour y briller aux yeux des petits patrons qui la freinaient dans son ascension. » Passe également un Vincent Marissal qui, un

constitutionnels! Gommée, l'historique nation canadienne-française. Réduit à une minable « solitude », l'un des deux peuples fondateurs qui façonnèrent le Canada moderne. »

Et Lysiane le 3 octobre avec *Separatism: Don't write it off yet*, d'avertir ses lecteurs du *Globe and Mail* qu'il est faux de penser que, avec l'arrivée de Michaëlle Jean, le séparatisme est mort au Québec. Andrew Coyne avait déjà prévu le coup. C'est pourquoi, il désigne la nouvelle GG sa *Commander-in-Chief*.

CLAUDE G. CHARRON

(1) Le gentilhomme huissier de la Verge noire: Lors de l'ouverture d'une session parlementaire à la Chambre des communes, trois coups sont frappés, et un huissier d'armes ouvre la porte au gentilhomme huissier de la Verge noire, émissaire personnel du gouverneur général. Il est magnifique dans son costume noir que complète un bâton d'ébène et un bicorne qu'il porte replié sous le bras gauche. Héritier de la pompe médiévale britannique, le gentilhomme huissier de la Verge noire accomplit plusieurs saluts et prononce plusieurs phrases rituelles, puis, d'un pas majestueux, il se rend jusqu'au Sénat, suivi des députés qui se réunissent pour entendre le gouverneur général lire le discours du trône.

Une nouveauté : le principe de la torture

LE PETIT TAS D'IRRESPONSABLES QUI GOUVERNENT AUJOURD'HUI LES ÉTATS-UNIS et donc une partie du monde se trahit à l'occasion non seulement par des actes mais par des déclarations d'intentions antidémocratiques stupéfiantes. En voici un exemple étonnant.

Bush a crevé récemment l'une des apparences qui cachent encore la réalité du régime profondément aliéné qu'il préside. Contre un projet de loi discuté au Sénat sur l'interdiction de la torture, il ira, dit-il, jusqu'à opposer son veto s'il est adopté. Le 7 octobre, vous avez pu lire cette incroyable nouvelle dans les journaux.

Empêcher l'interdiction, c'est évidemment donner la permission.

On ne peut aller plus loin dans le rejet d'un des principes de l'État de droit. La déclaration du président revient à vouloir légitimer un crime visant l'une des assises de la démocratie : l'inviolabilité de l'individu, opposée à l'action de la force publique. Et c'est la république qui imposerait ici, par son président (la plus haute instance ayant pouvoir sur la législation), la mort d'un des droits sur lesquels la république est fondée.

Il est vrai que le régime s'est fait la main à Guantanamo et dans les prisons d'Irak, sans parler des injustices innombrables de la guerre et de la répression qui se poursuivent encore là-bas. Tout cela

certes est crime de guerre et voici maintenant que la négation directe du droit sur le point dont il s'agit résulterait du veto du magistrat suprême des États-Unis donnant son aval à un crime de guerre... Tel est le prix du pétrole.

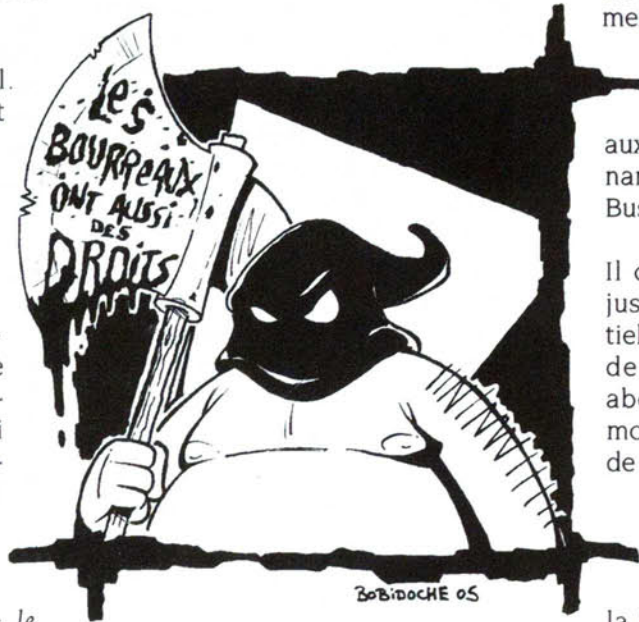
L'usage de la torture est banal. Caligula, Néron, l'Inquisition, c'est courant à travers les siècles. Ce qui est singulier et nouveau, c'est de le consacrer par un énoncé de droit. Le veto serait accompagné d'attentes qui constitueraient cet énoncé. La décision elle-même serait un énoncé. Cela ferait entrer favorablement la torture dans l'ordre juridique par un moyen constitutionnel, l'exercice du veto. Ce serait lui donner force de loi en enlevant l'obstacle à son interdiction. Le veto aurait inévitablement une portée juridique.

Bush vient d'inventer quelque chose : le principe de la torture.

Voilà un record historique. Même les pires tyrans contemporains, Hitler, Staline, n'ont jamais, que je sache, songé à faire de la torture une notion défendable par un texte, par un acte spécifique de signification législative.

Si Bush recourt à ce veto, il aura créé en l'espèce une source de jurisprudence que n'importe quel tortionnaire au service du gouvernement ou de l'armée pourra invo-

quer. Alors l'appareil judiciaire pourra – et devra – protéger le coupable et ce sera sa mission. Ce n'est pas rien. En tout cas, si j'étais un avocat plaçant pour lui,



je soulèverais ce point de droit. Ce dernier aurait assez de substance pour cela peut-être. Quand l'exécutif se mêle d'empêcher une loi, il agit sur le législatif. Donc il légifère.

Bush, d'ailleurs, depuis 2001, n'a pas cessé de créer du « droit » : l'absence décrétée de droits pour les prisonniers d'Afghanistan et d'Irak, le droit d'invasion armée sous le prétexte fallacieux de la « prévention » (bien au-delà de ce qui

était déjà prévu par le droit international), le droit de poursuite contre les dirigeants d'un État vaincu, pour des « crimes de guerre » inexistantes, puis, à défaut, pour des crimes de gouvernement. Enfin, quatrième exemple, le fait – d'autant plus paradoxal – de soustraire les officiels du gouvernement américain ou de son armée aux dispositions internationales concernant la sanction des crimes de guerre. Bush continue.

Il continue mais il raffine. Il pousse jusqu'à mettre la prérogative présidentielle du veto, qui est une clef de voûte de la république, au service d'une abomination que personne d'un peu moral et d'un peu humain n'est capable de regarder en face.

C'est extraordinaire. Employer le droit, et le droit à son niveau le plus élevé (le veto du président, qui a sur la législation un effet direct, donc un effet proprement législatif), pour couvrir par la plus haute décision gouvernementale quelque chose de totalement contraire à la justice et aux lois communes.

Voilà ce qui en dit plus long sur Bush que ce qu'on avait vu jusqu'à présent. Cette extrémité trahit le fond de cet individu, par conséquent tout ce dont il est capable – ce dont il est capable d'ailleurs en bonne partie par nullité d'esprit.

PIERRE VADEBONCOEUR

De notre correspondante au Mexique

Les Zapatistes bougent



L'armée zapatiste de libération nationale (EZLN) appelle à la construction d'une nouvelle campagne de lutte nationale. L'EZLN a lancé l'initiative de réunions préparatoires à la construction d'une campagne de lutte nationale, la *Otra campaña* (en référence à la campagne pour les élections présidentielles de juillet 2006).

La cinquième réunion préparatoire a lieu les 10 et 11 septembre, dès 9h, heure zapatiste, c'est-à-dire heure normale, du soleil, et non l'heure avancée utilisée par le gouvernement fédéral.

Les réunions préparatoires ont pour but de permettre à la *Comisión Sexta* d'écouter les propositions, plaintes, espoirs et désespoirs de tous ceux qui désirent se faire entendre. L'organisation est simple : une liste de parole est ouverte et qui veut bien s'exprimer s'y inscrit et attend son tour. Cent dix-sept personnes s'inscriront pour prendre la parole, certains iront se coucher avant leur tour, la première journée se terminant à deux heures du matin. Passera ainsi une meute de groupes, collectifs, mouvements sociaux, organisations politiques et individus hétérocytes qui viendront témoigner de leurs faits vécus : des *Hijos de Mexico*, un regroupement de fils et filles de disparus, torturés, assassinés, exilés, aux militants pour le droit à l'avortement (illégal au Mexique), en passant pas une association de personnes âgées, le mouvement des ex-braceros (casi-esclaves employés par le gouvernement américain de 1930 à 1940 et qui exigent maintenant d'être payés justement pour le travail effectué), un groupe de défense des immigrants mexicains aux États-Unis, une organisation pour la protection du patrimoine culturel à un collectif féministe radical. Les réunions préparatoires représentent des tribunes.

Et surtout parce que, pour plusieurs, il s'agit de la première fois qu'un groupe national, « qu'un groupe important » leur demande leur opinion. Leur demande de leur expliquer leurs vies, leurs visions, leurs solutions. Comme il arrive souvent, après avoir été sans voix si longtemps, les discours se font longs. Anecdotes, métaphores, chansons... C'est que quand on croyait avoir perdu la parole, on se fait volubile. On en profite. On débâtlère un peu. Peut-être parce qu'on a peur que l'occasion ne se représente pas. Mais le but de l'Autre Campagne est là : construire un mouvement qui donnerait de manière permanente la parole à tous.

La rencontre finale pour la construction de cette campagne de lutte nationale a lieu les 16, 17 et 18 septembre derniers, dans le Caracole de *La Resistencia*. Les

Caracoles sont des lieux d'accueil aménagés pour recevoir et héberger des civils. La présence militaire y est interdite. Les soldats de l'EZLN seront donc désarmés pour l'occasion. Matraque au poing, cagoule au visage, ils ressemblent davantage à des scouts qu'à des insurgés.

Les participants seront plus nombreux, 2069 personnes, dont une cinquantaine de journalistes, à assister à cette dernière rencontre, presque dix fois plus qu'à la rencontre préparatoire précédente. L'atmosphère est à la fête, à la célébration. Les participants font preuve de moins de retenue. Le Caracole a l'habitude de recevoir les étrangers. C'est le Campement intercontinental de la jeunesse meets Woodstock en Beauce... Des tentes, partout. Il manque d'espace. Les latrines empestent. Des jeunes et des vieux arborant le t-shirt de la cause du jour... figure emblématique du Che, slogan *Free Tibet*, ou encore à l'effigie des Pumas, la très populaire équipe de foot –soccer– de l'UNAM.

La rencontre aura surtout pour but d'exposer le plan de sortie de l'EZLN, première phase de l'Autre Campagne. La Sortie sera politique, idéologique et pacifique. Sortir de la forêt rebelle pour consulter tous ceux qui n'ont pas eu la chance de se rendre aux rencontres préparatoires. Sortir pour explorer le terrain, tâter le poul de la mobilisation, de la population. Sortir pour le peuple, s'organisant avec le peuple, parce que les libérateurs n'existent pas : « *Liberadores no existen. Los pueblos se liberan.* » Sortir désarmés pour s'offrir tout entier au peuple mexicain.

L'Autre campagne représente une tentative de faire de la politique autrement. Alors que pour certain, « une autre manière de faire de la politique » signifie simplement la création de clubs politiques soumis à un parti bourgeois, l'EZLN cherche à extirper ses actions de la logique partisane. Parce qu'au Mexique, que l'on prenne pour l'un des trois partis officiels, on prend pour les intérêts bourgeois d'une élite politique. Bien que le Mexique soit encore loin de sa deuxième révolution, comme partout en Amérique Latine, du Venezuela de Chavez, à la [future] Bolivie d'Evo Morales, le pays bouillonne. Et le remous se nomme : EZLN.

La Première déclaration de la *Selva Lacandona* de l'EZLN date de décembre 1993. Elle annonçait le début de la lutte armée du 1^{er} janvier 1994 et livrait les demandes et revendications des insurgés : Travail, terre, toit, alimentation, santé, éducation, indépendance, liberté, démocratie, justice et paix ; le droit de choisir démocratiquement ses autorités et la protection de la souveraineté nationale contre les intérêts étrangers, surtout quant à l'impérialisme américain.

La Première déclaration de la *Selva Lacandona* de l'EZLN date de décembre 1993. Elle annonçait le début de la lutte armée du 1^{er} janvier 1994 et livrait les demandes et revendications des insurgés : Travail, terre, toit, alimentation, santé, éducation, indépendance, liberté, démocratie, justice et paix ; le droit de choisir démocratiquement ses autorités et la protection de la souveraineté nationale contre les intérêts étrangers, surtout quant à l'impérialisme américain.

La Première déclaration de la *Selva Lacandona* de l'EZLN date de décembre 1993. Elle annonçait le début de la lutte armée du 1^{er} janvier 1994 et livrait les demandes et revendications des insurgés : Travail, terre, toit, alimentation, santé, éducation, indépendance, liberté, démocratie, justice et paix ; le droit de choisir démocratiquement ses autorités et la protection de la souveraineté nationale contre les intérêts étrangers, surtout quant à l'impérialisme américain.

ÉMILIE JOLY



Bonne idée

Le maire de New York, Michael Bloomberg, continue de prendre le métro malgré la menace terroriste. *La Presse*, 7 octobre 2005.

La presse ésotérique

La Presse du 7 octobre dernier nous parlait de la « Menace d'attentat terroriste dans le métro de New York » (selon la ville) et des « Dix attentats déjoués depuis 2001 » (selon la Maison Blanche). Malheureusement, faute d'espace, les rubriques d'astrologie et de bridge n'étaient pas publiées dans ce numéro.

Western moderne

Encouragée par la National Rifle Association (NRA) et inspirée des politiques extérieures des États-Unis, la loi « Shoot first » (Tirer en premier) entrée en vigueur en octobre dernier dans l'État de la Floride, permettra à ses citoyens de « mieux » se protéger dans les endroits publics en étant maintenant autorisés à « tirer les premiers » lorsque leur intégrité physique sera menacée. Si cela est bon pour la politique étrangère américaine, pourquoi ne le serait-ce pas pour un individu ?

Le coût des étrangers

Ceux et celles qui connaissent **CLAUDE PICHER** savent combien le chroniqueur de *La Presse* est un homme d'une grande droiture, pour ne pas dire d'extrême droite. Bien sûr, tout le rigoureux travail de ce brave Picher est dédié à la défense du capital. C'est sa fonction sociale, la raison pour laquelle il exerce son noble métier. Ce qu'on ne savait toutefois pas encore, c'est que le charmant chroniqueur, en conformité avec la plus élégante des traditions conservatrices, considère que l'immigration est un « fardeau financier » (*La Presse* 11-10)

En s'appuyant sur une étude de l'économiste Herbert Grubel publiée, évidemment, par l'Institut Fraser, Picher soutient, sans gêne apparente, que l'immigration n'est plus le « facteur de croissance et de prospérité » qu'elle fût auparavant. Le constat de Picher et du brillant Grubel est le suivant : en 1980, un immigrant gagnait en moyenne 89% du revenu d'un « Canadien de souche » ; vingt ans plus tard, son revenu ne représente plus que 78% de ce même Canadien. Les chiffres sont encore plus flagrants concernant les immigrants diplômés qui gagnaient 80% de leurs semblables « de souche » il y a 20 ans, et qui n'en gagnent aujourd'hui que 64%.

Selon eux, cette baisse de revenu des immigrants est causée par le simple fait qu'ils proviennent de pays pauvres.

Le gros problème d'après nos petits savants est que « si les revenus des immigrants sont moins élevés, ils paient moins d'impôt sur le revenu ». C'est un fait scientifique : les « Canadiens de souche » paient en moyenne 4543 \$ en impôts alors que les immigrants récents n'en paient que 968 \$. Résultat : « Les immigrants reçoivent donc des services valant beaucoup plus cher que ce qu'ils paient ». C'est simple. Selon les calculs de Gubel, les « Canadiens de souche », par le biais de leurs taxes et de leurs impôts, subventionnent les immigrants à hauteur de 6294 \$ par individu — soit 18,3 milliards par année.

Pour remédier à cette scandaleuse injustice, à ce problème objectivement prouvé par la science et exprimé en chiffre, les deux bons génies préconisent une solution tout à fait réaliste. Ils veulent que nos gouvernements luttent contre la pauvreté chez les immigrants ? Pas du tout. Ils veulent combattre les préjugés racistes qui infectent encore la société canadienne ? Mais non, bien sûr que non. Ils veulent que le gouvernement facilite la reconnaissance des compétences et

des diplômes des nouveaux arrivants ? Définitivement, vous connaissez mal Picher et son bienheureux ami. Pour eux, la baisse des revenus des immigrants, donc une hausse de leur pauvreté, ne représente pas un problème pour les immigrants eux-mêmes, qui voient leur qualité de vie baisser, mais bien pour les « Canadiens de souche », qui n'ont pas à assumer ce « fardeau financier ».

Notre sympathique couple de sommités préconise donc la mise en place d'une « nouvelle procédure de sélection des immigrants » qui obligerait tout étranger à « avoir un emploi garanti par un employeur canadien » avant de poser les pieds au Canada. L'immigrant recevrait un « visa de séjour » renouvelable tant qu'il a un travail (évidemment, Picher ne dit pas ce qui attendrait un immigrant tombant sur le chômage pendant son « séjour »). Après avoir cumulé avec succès ces visas pendant quelques années (un peu comme des points Airmiles), l'étranger pourra enfin obtenir le statut d'immigrant reçu et, comble de générosité, de chance et de bonté, devenir citoyen canadien.

Après plusieurs générations, le travailleur immigrant sera devenu, tout comme Picher et son attachant compagnon, un « Canadien de souche ».

En tant que payeur de taxe martyrisé par l'impôt, il pourra alors se plaindre des coûts engendrés par la venue d'étrangers au Canada. Ce droit, tout comme celui de détester les Indiens et de faire semblant d'aimer l'hiver, sera parmi les derniers à lui être accordé. À ce moment si lointain que Picher et Gubel ne seront probablement plus de ce monde, l'étranger sera réellement intégré à la nation canadienne, pays magnifique qui doit une grande part de sa prospérité à l'exploitation de la main d'œuvre immigrante... celle qui travaille et ne coûte rien.

Pour éviter les suspicions de racisme et de xénophobie, il faut que les Picher et Grubel s'en tiennent à une logique strictement comptable. Ainsi la cohérence la plus élémentaire voudra que les citoyens « de souche » qui souffrent d'une baisse de leurs revenus soient eux aussi invités à émigrer.

MARC-ANDRÉ CYR

C'est pas la race qui compte, mais la couleur de l'argent.

Chili : chronique d'un retour annoncé du nazisme

On a coutume de limiter le fascisme au Chili de 1973 (coup d'état contre Allende) à 1990. Mais si Pinochet a quitté le pouvoir en 1990, il est resté jusqu'en 1998 commandant en chef de l'armée de terre. Durant les années qui ont suivi, un long processus judiciaire a été mené pour que soient reconnus les crimes de ce dictateur et pour qu'il reçoive une sentence à la hauteur de ses atrocités. Avec le résultat que l'on sait : le procès s'étant terminé en 2002 sans condamnation, car on a jugé que le principal intéressé souffrait d'une démence modérée qui l'empêchait de se défendre. Depuis, en septembre dernier, on a levé son impunité, mais il risque encore de s'en tirer à cause de son âge, 89 ans, et de son état psychique.

Malheureusement, le fascisme n'a pas disparu avec la sortie de Pinochet, comme nous l'a confirmé Jacqueline, une ressortissante chilienne vivant au Québec et préférant garder l'anonymat. C'est une réalité qui a longtemps été passée sous silence dans le reste du monde. Pourtant, le Chili a été une terre d'accueil extrêmement importante pour les nazis qui ont fui l'Allemagne après la seconde guerre mondiale et demeure aujourd'hui une terre propice à la résurgence des mouvements d'extrême droite.

Durant toute cette année (2005), des groupes de jeunes néonazis ont fait

parler d'eux en terrorisant les Chiliens ayant le malheur de s'aventurer dehors une fois la nuit tombée. Mais ils ne s'attaquent pas à n'importe qui. Leurs cibles de prédilection sont les transsexuels, les travestis, les clochards, les travailleurs et travailleuses du sexe, ainsi que les anarchistes. Vêtus de noir, portant la croix gammée et souvent armés de battes de base-ball, des groupes de jeunes néonazis sillonnent certaines grandes villes, dont la capitale, Santiago de Chile.

Le 14 juillet 2005, la chaîne de télévision nationale (TVN) a d'ailleurs consacré un reportage très étoffé aux agissements de ces groupes néonazis, allant jusqu'à leur attribuer des meurtres et des agressions bien précis. Dès le lendemain, on découvrait de nombreux graffitis sur les murs de la chaîne. On y traitait TVN de menteuse et on menaçait de mort diverses personnes, dont le journaliste Mauricio Lombardi. Des croix gammées agrémentaient le tout. Ce même jour, le 15 juillet, Francisco Javier Eguiguren, leader nazi reconnu, quittait son lieu de travail.

Eguiguren a créé dans les années 80, alors qu'il était adolescent, les *Camisas Pardas* (*Les chemises brunes*), un groupement militariste et néonazi. Depuis, de nombreux sympathisants de sa cause

l'ont rejoint et ont commencé à recruter des jeunes gens. Rencontré par des journalistes de *Nacion Domingo*, Eguiguren a précisé ses vues politiques. Il ne considère pas que son mouvement appartient à la droite (et encore moins à la gauche). Il le voit plutôt comme une troisième voie. Il accepte l'adjectif de « militariste » et concède approuver le rôle des forces armées dans le coup d'état de 1973, car elles permirent de « sortir les marxistes du pouvoir et de les exterminer ». Par contre, il rejette la dictature car elle a selon lui permis « à un juif, Milton Friedman, d'implanter des idées néolibérales et de vendre le pays ».

Lorsque les journalistes opposent au nazisme d'Eguiguren le fait que la population du Chili est grandement métissée, le leader se défend en citant des exemples de nazis allemands qui n'étaient pas de vrais ariens (Adolf Hitler lui-même, Goebbels et d'autres). Quand on l'interroge sur l'usage de la violence, il réplique « Qui aimerait éradiquer les

travestis ? Tout le monde. Mais nous sommes les seuls à agir en conséquence. Et nous n'avons aucun scrupule à continuer à le faire ».

La chaîne de télévision nationale a porté plainte auprès du ministère public de la Cinquième région pour les menaces qu'elle a reçues. Après avoir été interrogé par la police, Eguiguren n'a pas été détenu et a pris un avion pour le Pérou ou il n'a pas été inquiété depuis...

À l'heure où le Chili vit une situation économique et sociale des plus difficiles, le néonazisme attire les jeunes désœuvrés qui se retrouvent d'ailleurs quelquefois piégés. Le mouvement néonazi agit en effet souvent sous la bannière d'activités parascolaires. Une fois dans un groupe néonazi, il est très difficile pour un jeune d'en sortir, car il risquerait de révéler le mode de fonctionnement du groupe. S'il fuit et qu'il est retrouvé, il est tout simplement exécuté, de préciser Jacqueline.

Divers groupes néonazis prennent de l'ampleur au Chili et se partagent les régions du pays. À titre d'exemples, Le groupe *Juventud Nacionalista Obrera* (*Jeunesse nationaliste ouvrière*) agit dans les villes de Los Andes et San Felipe, alors que *White Power* œuvre à Valparaiso. Pinochet peut dormir tranquille !

ISABELLE BAEZ

À l'heure où le Chili vit une situation économique et sociale des plus difficiles, le néonazisme attire les jeunes désœuvrés

101,5

Le retour du radiothon !

Les 11, 12 et 13 novembre prochains, c'est le grand radiothon de CIBL-FM ! Plein d'invités surprise, des cartes blanches, des interviews inusitées ! Branchez-vous au www.cibl.cam.org pour plus d'informations !

Du gros plaisir radio !

Radio-Montréal

VIENT DE PARAÎTRE

Sous la direction de John Cavanagh et Jerry Mander
Par l'International Forum on Globalization

ALTERNATIVES À LA GLOBALISATION ÉCONOMIQUE

Un monde meilleur est possible



Partout dans le monde, les multinationales prennent de l'expansion et tentent d'imposer leur loi : le profit avant tout. Les conséquences désastreuses de leur domination se font de plus en plus claires : appauvrissement graduel des populations, destruction des cultures locales, bouleversement des écosystèmes, etc.

Mais partout dans le monde aussi, des millions de personnes s'opposent à ce type de mondialisation et agissent concrètement pour rendre possible un autre monde dans lequel chaque être humain pourrait trouver les conditions minimales à son épanouissement.

Ce livre, rédigé par l'avant-garde du mouvement altermondialiste, présente un ensemble d'actions immédiatement possibles pour contrer le mouvement de mondialisation néolibérale qu'on nous présente erronément comme irréversible. Tous les domaines y sont abordés : l'eau, les médias, l'énergie, l'agriculture et l'alimentation, les transports... On y montre comment la privatisation est un procédé pervers alors qu'il est possible d'administrer pour le bien commun ; comment aussi les lieux de travail pourraient être différemment organisés pour tenir compte des besoins des petits producteurs.

Le livre appelé à devenir la bible des altermondialistes !

512 pages 35,00 \$
ISBN 2-923165-14-4
DIFFUSION : DIMÉDIA

LES ÉDITIONS **ÉCOSOCIÉTÉ**
www.ecosociete.org

L'INFINIMENT PETIT...

APRÈS EINSTEIN, ON A CONSERVÉ LE CERVEAU DE GEORGES BUSH DANS UN SOCIAL



Si, si... IL Y EST!!!

NEW WORK POST 11 SEPT.



Un certain malaise



UN AUTEUR DE GRANDE ENVERGURE NOUS A QUITTÉ. Il est bien malaisé d'en parler à chaud, de peur de n'être qu'admiratif, de ne dire que des banalités. Ce malaise est d'autant plus grand car sa mort survient au moment où son ultime ouvrage est publié et que cet ouvrage offre un apport considérable, non seulement à sa discipline mais, bien plus largement, à notre compréhension générale du monde occidental. Grand malaise, donc, devant *Le temps aboli* de Thierry Hentsch, le second tome de *Raconter et mourir*.

Comme dans le premier livre, il s'agit d'un ensemble de réflexions sur les récits qui traversent l'histoire occidentale. *Raconter et mourir* avait parcouru d'Homère jusqu'à Descartes, *Le temps aboli* nous fait passer de Molière jusqu'à Proust. L'entreprise de Hentsch est peu commune à plusieurs niveaux, d'abord en ce qu'elle aborde les textes en prenant bien soin de ne pas interpréter l'intention de leur auteur. En effet, il est question ici de leur fonctionnement interne et de leur rapport à la condition humaine et des effets que ces mécanismes produisent sur le lecteur. Ensuite, il s'agit d'aborder tous ces textes comme des récits. Qu'on traite de Descartes, d'Hegel ou de Freud on questionne, on réfléchit et on raconte ces textes comme des histoires, des aventures intellectuelles. Démarche surprenante en beaucoup de points, résultats souvent saisissants.

Quelle grande déception, devant cette œuvre majeure, de voir un important intellectuel (et, paraît-il, grand ami du défunt) écrire un texte aussi peu à propos que ce *Du récit ancien au récit moderne* signé par George Leroux (*Le Devoir*, 24-09). Pourquoi, d'emblée, passer la moitié de son texte à nous parler du premier tome paru il y a deux ans et amplement commenté? En fait, pourquoi ne presque jamais évoquer ce second opus sauf à deux moments et en faisant preuve d'une surprenante méconnaissance du texte? D'abord, en parlant du chapitre sur l'*Ulysse* de James Joyce et en l'interprétant de façon complètement opposée à ce que Hentsch propose. Ensuite, en citant la toute dernière phrase du livre de manière totalement inappropriée et sans le moindre respect pour la réflexion sur Proust dont elle est extraite. George Leroux, néo-platonicien de son état (il en existe beaucoup plus qu'on croit), nous jette, avec ce texte, dans l'obscurité de la caverne dont son maître à penser espérait que les philosophes puissent un jour sortir.

Il y a pourtant tellement de choses à dire sur *Le temps aboli*. Par exemple, et c'est la première chose qui frappe à notre avis, on y trace habilement une vision subtile de l'histoire des idées. On attaque ce mythe, transmis dans les CÉGEPs et les universités, d'une Humanité qui se réfléchirait lentement à travers les âges. Selon cette vision, les grands textes que Hentsch étudie feraient partie de l'évolution d'une même pensée. D'abord il y aurait Platon qui met en lumière les idées de son temps, ensuite il y aurait Aristote qui, subissant les transformations de la société, conteste les idées de Platon tout en offrant une version plus adaptée à sa réalité et ainsi de suite jusqu'à nos jours. Ces penseurs seraient donc la réalisation d'un sujet plus grand qu'eux et que nous tous: l'Humanité, qui se pense dans son rapport aux époques qu'elle traverse. À la lecture de Hentsch, cette vision apparaît complètement délicate.

Les idées circulent à une vitesse folle, même dans les époques sans Internet, car elles cheminent de tête en tête. Cela permet à Molière ou à Jonathan Swift (l'auteur des *Voyages de Gulliver*) de déjà énoncer avec une justesse surprenante ce que pourrait causer l'emballage des idées modernes alors qu'ils ne vivront jamais dans une «époque moderne». Si on dit généralement que les textes que travaille Thierry Hentsch dépassent les époques, en lisant *Le temps aboli* on constate que ces époques, dans l'histoire des idées, n'existent tout simplement pas. Il est question d'autre chose. Il est question d'un rapport au monde qui dépasse ce qui nous est contemporain ou, plutôt, qui mélange ce qui est contemporain avec ce qui est de tout temps au point où l'ensemble est inextricable.

Ce constat est essentiel. Il est grand temps de se libérer de ceux qui veulent lire l'histoire comme porteuse d'un seul sens, délire occidental que Hentsch analyse avec ses pensées sur la *Phénoménologie de l'esprit* de Hegel. De quelques acabits que soient ceux qui le font, il faut bien voir le péril qui se cache derrière cette prise en otage de l'histoire, cette réduction du réel à quelques mots. Une histoire dont le sens est fixé est une prison pour la pensée. *Le temps aboli*, grâce à réflexion d'une pensée mature et la profondeur d'une lecture ouverte, permet de dépasser ces élans malheureux et puérils.

JEAN-FRANÇOIS LANDRY
SIMON TREMBLAY-PEPIN

Thierry Hentsch, *Le temps aboli*,
L'Occident et ses grands récits,
PUM/Bréal, Montréal/Paris, 2005,

Une éducation scientifique pour tous

À L'INTÉRIEUR COMME À L'EXTÉRIEUR DES ÉTATS-UNIS, l'administration Bush est de plus en plus ouvertement accusée de manipuler la science pour des raisons politiques, idéologiques ou religieuses. Il y a de quoi, puisque les exemples extrêmement graves de tripatouillage de la science par l'illettré de la Maison Blanche et sa bande d'illuminés ne manquent pas, hélas. En voici quelques-uns.

D'abord, le gouvernement américain a non seulement refusé de signer l'accord de Kyoto mais, appuyé par un puissant lobby industriel, il laisse également entendre que le réchauffement planétaire n'est peut-être qu'une illusion.

Ensuite, dans le dossier des cellules souches, il s'oppose à la recherche sur l'embryon humain.

Ne reculant devant aucune bêtise, il ouvre la porte des écoles à l'enseignement de l'*Intelligent Design* à côté de la théorie de l'évolution — tout en prônant l'abstinence en guise d'éducation sexuelle.

Enfin, il adopte sur l'environnement des politiques qui sont essentiellement dictées par les intérêts économiques de ses lobbies: c'est ainsi qu'il réforme l'*Endangered Species Act*; qu'il donne suite à un projet de centre de stockage des déchets nucléaires sur le site de *Yucca Mountain*; et qu'il assouplit les politiques sur l'eau ainsi que sur les niveaux d'arsenic et de dioxyde de carbone qu'on peut émettre.

On continuera longtemps, puisque tout cela n'est que la pointe de l'iceberg, comme on pourra le constater si on lit un récent rapport de la Commission parlementaire sur la réforme de l'État. Ce texte conclut que l'administration Bush falsifie systématiquement les données scientifiques pour servir ses orientations idéologiques et protéger les intérêts de ses alliés politiques. On y lit notamment que le gouvernement a «dénaturé la démarche scientifique et déformé ou supprimé des conclusions scientifiques» et on y dénonce le fait que «l'ingérence politique de l'État dans la science s'est traduite par des déclarations trompeuses du président, des réponses inexactes au Congrès, des sites Internet trafiqués, des rapports d'agences censurés, des communications internationales erronées et des scientifiques bâillonnés».

Je suis sûr que vous mesurez toute l'importance de ces faits. On a pu d'ailleurs la constater dramatiquement, avec Katrina; l'administration Bush n'avait tenu aucun compte des graves avertissements lancés par les scientifiques et, au contraire, entrepris de couper dans les budgets de la protection de la population de la Nouvelle-Orléans contre les ouragans. Avec les terribles conséquences que l'on connaît.

Au bout du compte, le drame, dans ce cas précis comme dans tous les autres, c'est que l'information scientifique, qui est disponible, ne peut avoir de poids politique significatif si elle n'est pas relayée vers le public et comprise par lui. Ce qui suppose des médias qui diffusent une information scientifique crédible et des citoyens éduqués à la science, suffisamment pour comprendre cette information et en discuter.

On doit donc faire en sorte que la majorité des gens aient une culture scientifique qui leur permette de naviguer parmi ce qui se dit

de la science dans les médias — et aussi entre les proclamations de pseudo sciences, des charlatans de tout poil, des scientifiques aux ordres de l'industrie et ainsi de suite. On est loin du compte.

Considérez par exemple les citoyens américains. On estimait au recensement de 2000 qu'il y avait dans ce pays 222 millions de personnes de 15 ans et plus; le National Science Board estimait quant à lui (en 1996) que 95% des Américains de 15 ans et plus étaient, en science, des ignorants (scientifically illiterate). Ce sont là sans doute des estimés à prendre avec des pincettes et portant sur des concepts dont on pourrait longtemps débattre; mais ils indiquent une tendance lourde que personne ne conteste sérieusement et qui se vérifie à l'échelle planétaire.

La solution passe nécessairement par une éducation scientifique. Mais il faut être clair sur ce qu'elle doit être, afin de ne pas se tromper sur ce qu'on peut en espérer. Vaste question. Permettez-moi de donner mon grain de sel sur le sujet.

Ce que je privilégierais n'a d'abord rien à voir avec l'augmentation du nombre de jeunes qui choisissent d'étudier en sciences à l'université et donc rien à voir non plus avec l'objectif d'augmenter le nombre de scientifiques: il s'agit plutôt d'atteindre un massif accroissement qualitatif d'une éducation scientifique dispensée au plus grand nombre possible de gens — je soutiens que cette éducation, telle que je la conçois, est accessible à tout le monde.

Cette éducation scientifique, dans mon esprit, est encore distincte de l'éducation technologique — celle qui nous prépare à utiliser les technologies dans nos vies privées et au travail.

Ce qu'on devrait y viser, c'est crucialement la compréhension des principes et des méthodes de la science, plus que (mais sans négliger) son vocabulaire spécialisé, les faits et théories scientifiques voire, avec ceux et celles qui peuvent suivre, les formules mathématiques. Chacun, sortant de l'école, devrait savoir ce qui caractérise la science comme méthode, ne rien ignorer de ses principes et avoir fait un tour au moins qualitatif des principaux résultats des différentes sciences. Un exemple? En physique, chacun de nous devrait avoir des notions d'astronomie, connaître et comprendre les lois de Newton, la gravitation universelle, l'énergie, les lois de la thermodynamique, l'entropie, l'électricité et l'électromagnétisme, la relativité, l'atome et posséder quelques notions de physique quantique — j'oublie peut-être un truc ou deux...

Cette éducation devrait se concentrer sur les «grandes sciences» et donc introduire à la physique, à l'astronomie, à la chimie, aux sciences de la terre et à la biologie (incluant l'écologie scientifique).

Elle devrait finalement présenter la science comme une aventure intellectuelle, exaltante et exemplaire, mais aussi comme une aventure humaine et pour cela inscrire fortement la science dans ses contextes sociaux et historiques.

Je ne pense pas me tromper en disant qu'il y a une certaine urgence. Et le jour où des chasseurs-cueilleurs tenteraient de survivre dans le désert des Laurentides, il sera sans doute un peu tard...

NORMAND BAILLARGEON

ABONNEZ-VOUS!
www.lecouac.org

Depuis FIFI BRINDACIER d'Astrid Lindgren, on recense, ici et là, notamment en BD, quelques perles d'enfances débridées se redécouvrant folichonnes. DOUZE MOIS ET TOI (Milan) de Le Men et Baudoin. Les douze mois d'une année sont intimement revisités par le premier avec des poèmes égrenant des mots, tandis que le second abonde avec des encres ailées qui taquinent une enfance éperdument équilibriste, liens, un langage qui souligne les premiers émois sans ambages... «Et roulent en boules/ en tas de foin/ dans tout les coins».

LA RIVIÈRE EMPOISONNÉE, TÉO, T.2 (Delcourt) de Domas et Filippi réalisent une BD sensible sur l'enfance à travers un mystère d'eau empoisonnée. Les gamins soupçonnent une pisciculture transgénique mais, finalement, ce sont de

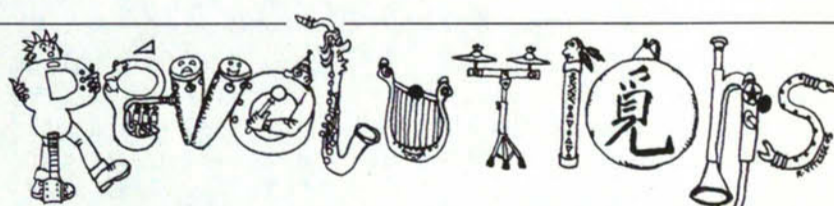


vieilles munitions qui polluaient le fil de l'eau. D o m m a g e que, du même coup, les dégâts OGM soient éclipsés!

MONSIEUR DELATHUNES, EXPLOITEUR DE MASSE (Albin Michel) de Ness, pourfend le travail comme étalon de l'achèvement humain. Plus encore de son trait bien *destroy* qui pirate tout velléité de beau dessin (déjà que ses mickeys ont des pifs plus gros que la caboche) Ness délaisse à peine les damnés de la terre pour épingler et scruter les roueries d'un exploitateur de masse. Père Noël, flics, militaires passent également à la

moulinette de cet auteur qui trempe sa plume dans l'argent sale.

VALENTIN TARDI



THE FALLOUT PROJECT, Hopes & ropes (Dare To Care/ Local)

Ce troisième album du groupe de Québec, enregistré en analogie, ne ménage pas la durée des pièces pour, telle une baleine-déployant des chants empreints du *hardcore*, de métal et d'expérimentation, plonger plus profondément entre des respirations inoubliables. Sur les six titres trois voisinent les dix minutes! Citant Camus, le groupe ne distille guère d'illusion... Une pièce comme *Demons* participe même à clarifier la donne et la nature du combat: «They are with us, under our pale grey skin».

LES CHIENS, Rösk (C4/ Dep) MONSIEUR MONO, Pleurer la mer morte (Local) Après un dix ans de Possession Simple, voici un autre dix ans des Chiens qui, ainsi, ont élaboré des textes plus graves et matures (dixit Éric Goulet). Le caractère rebrousse poil des angoisses, des peurs et des catastrophes rela-

tionnelles, à l'examen, bataille à main nue avec le sombre, avec la mort qui, constamment, nous sculpte... Toujours cette chanson rock à la musique à la fois simple et contemplative pour ce Rösk alignant: Je cours à ma perte, Les journées spirales et autres Je proteste. Quant à ce Mono, nul autre que Goulet quasiment seul, transcende un amour perdu en mer morte. Renversant!

TRIMURTI, S/T (Trimurtimusique/ Local)

Ce trio rock à tendance hard proche du noir, son livret n'est-il pas anthracite, prend le parti de textes entièrement francophones dédiés à l'introspection et au questionnement face au monde dans lequel, apparemment, on ne fait pas que baigner... Des pièces comme *Esclave*, *Les premiers au paradis*, *Schizo*. Par contre, certaines poésies sont erratiques sinon un peu gratuites. Un premier effort notoire.

RAMON VITESSE



Le Couac, novembre 2005, page 8

FNC-FIFM: Travelling d'un festival à l'autre

Louche, très louche, le regard de l'amateur de cinéma en cette rentrée. Un œil à droite, un œil à gauche, suivant les clichés antagonistes sur le 1^{er} Festival International de Films de Montréal (FIFM) et le 34^e Festival du Nouveau Cinéma (FNC). Le FIFM, la nouvelle grosse machine de Spectra? A droite, comme tout le reste de nos jours, et même bien à droite! Le FNC, ce vieux festival pour cinéphiles? A gauche, la culture, à gauche toute! Deux festivals. Deux films. Un regard.

«Keane», héros du Nouveau Cinéma

AVANT DE SERVIR L'ENTRÉE, le chef cuisinier vous propose un crachat dans la soupe du restaurant voisin. Le 34^e Festival du Nouveau Cinéma (FNC) n'a pas caché longtemps son hostilité envers son prédécesseur, le 1^{er} Festival de Films de Montréal (FIFM), avec la lecture, pendant la cérémonie d'ouverture, d'une lettre assassine signée Atom Egoyan.

Le cinéaste intello torontois y regrette la présentation au FIFM, sur un tapis rouge dégarni, de son dernier film («Where the truth lies», «La Vérité nue» en français) et ne cache pas sa préférence pour le FNC. Ça tombe bien, en accord avec cette impression de consensus dans l'opinion publique et dans les médias. Avec le FNC, le public choisit son camp, celui d'un cinéma de qualité! Des bons films en masse donc, choisis et présentés avec un soin maniéré, même si le critère qualitatif n'est, hélas, jamais vraiment défini.

Le tout se passe sans trop d'accrocs (ah, ces bobines égarées!...), dans des salles souvent presque pleines et dans une ambiance de copinage, derrière la figure un brin paternaliste du directeur artistique et cofondateur Claude Chamberlan. Le matin, peu avant les projections de presse, le père Chamberlan déroule son menu avec gourmandise, sans besoin de mentionner la Palme d'Or à Cannes de «L'Enfant», des frères Dardenne, et sans non plus se retenir de railler le dernier produit hollywoodien («Domino» de Tony Scott). Le FNC fait l'apanage de la cinéphilie mondiale, s'il vous plaît... Et la crème de la crème, le film de la saison, ressemble bien à «Keane», de l'Américain Lodge Kerrigan.

Chouchou de la critique internationale, la troisième œuvre du New-Yorkais (à la suite du remarqué «Claire Dolan», en 1998, avec la regrettée Katrin Cartlidge en prostituée de luxe) est arrivé à Montréal auréolé d'une réputation flatteuse. Le film colle littéralement au visage et aux expressions de son héros, William Keane. Un anti-héros, plus exactement, ce jeune homme très démuné n'a qu'une obsession, retrouver sa fille âgée de six ans, perdue dans une gare routière à New-York six mois plus tôt.

L'enquête de William Keane semble ratée d'avance. Le manque de sa fil-

lette le brûle, et le spectateur ne peut que prendre l'histoire en route, happé dans le vif du sujet, sur les basques du chercheur tourmenté, comme transporté par un tourbillon intérieur.

Tout au long de ce magnifique portrait d'un jeune homme à la dérive, l'acteur principal, l'Anglais Damian Lewis (34 ans et une très belle carrière devant lui!), s'avère tout bonnement excellent. Les images au grain de vidéo s'enchaînent avec limpidité au fur et à mesure de la quête impossible de Keane. Tour à tour, de scène en scène, Damian Lewis l'interprète en agresseur, en cocaïnomane, en jeune sans avenir, en clochard débrouillard...

Le parcours de Keane tend au mythologique, d'autant plus que le destin lui offre comme une seconde chance, le rôle d'ange gardien auprès d'une jeune mère et de sa fillette rencontrés dans un foyer. Mais Lodge Kerrigan écarte toute idée de rédemption et montre, avec un brio discret, l'épreuve lancinante d'une vie incontrôlée, poussée par l'urgence, la bonne volonté, le désespoir et le fatalisme. Le blues, d'une tristesse splendide, déchire l'écran. A travers les silences pesants et les accès de folie de Keane, le film est percé de moments poignants, comme cette chanson joyeuse reprise par le héros en pleine détresse au fond d'un bar. Des hurlements par-dessus le son sorti des enceintes, des insultes avec le propriétaire du juke-box qui refuse de monter le son... La tension ne tient qu'à un fil, comme l'ensemble bien construit de ce film d'une heure et demie un peu éreintant et pessimiste, mais vrai, authentique et essentiel.

Fort d'une histoire tendue sur le fil du rasoir, teintée d'humanisme, plutôt mal filmée par une caméra flottante, irrespectueuse de la précision gestuelle des acteurs, «Keane» trace avec «L'Enfant» le grand trait de ce «Nouveau Cinéma» 2005. Du haut des plans, le ciel est souvent caché. L'homme galère, avance alourdi par le regard porté sur lui, souvent cadré entre les épaules et la racine des cheveux. Le FNC, chantre du cinéma d'auteur à l'ombre de Hollywood, renvoie alors un reflet presque glauque de notre époque.

FRANÇOIS CAVAILLÈS

«La Forêt des dieux» au festival maudit

EN DÉPIT D'UN TITRE ENJOLEUR, «La Forêt des dieux» a bien pu passer inaperçu au premier Festival International de Films de Montréal (FIFM), cette manifestation si peu courue, presque déclarée de désintéret public... Était-ce un tel non-événement, du 18 au 25 septembre dernier? Des flottements dans l'organisation ont coûté cher au jeune FIFM. Mort-né, le festival a été descendu par une presse plus encline à tirer sur l'ambulance qu'à publier des critiques d'art. Rien à redire sur la liberté du commentaire et de la chronique, d'accord, mais l'influence médiatique sur le rejet des films a semblé directe... D'où l'impression apeurante d'un public de cinéphiles soumis à un flux tendu d'ondes négatives, boudant alors un cinéma simplement méconnu et ricanant à travers le compte-rendu des chicanes à la direction du FIFM... Dommage!

Ainsi la première mondiale de l'excellent drame lituanien «La Forêt des dieux» n'a pas reçu, le 22 septembre au Théâtre Saint-Denis, l'accueil populaire mérité. Ce film superbe, sobre et digne, raconte la vie dans un camp de la mort en Pologne. Parmi les prisonniers, un professeur d'histoire de l'art va s'en sortir, comme par miracle, grâce à un réalisme de tous les instants et surtout grâce à l'ironie du désespoir. Ce survivant aux souvenirs encore clairs tient donc la chronique du cauchemar depuis son arrestation en Lituanie, devant femme et enfant, jusqu'à l'internement, l'humiliation et le déshonneur dans les baraques de Stutthof.

À partir d'un sujet a priori inhumain, Algimantas Puipa parvient à mettre en scène l'horreur quotidienne avec rigueur et justesse. À jamais inconcevable, l'épreuve des camps d'extermination devient sensible comme le froid intense, bien rendu par de belles lumières bleutées, ou le ton criard des tenues bariolées des bagnards, ces hommes figés, comme incrédules jusqu'à la mort.

Victimes et bourreaux sont amenés au récit par un même procédé théâtral. Avant de conter leurs modes de vie réciproques dans l'enceinte de Stutthof, le narrateur les décrit en aparté (pour trop de voix off, hélas, au total), tandis qu'à l'écran, ils se font tirer le portrait par le photographe attiré du camp. Introduits à l'action de la sorte, les gardes sadiques, d'un sérieux et d'une logique infâmes dans leur jeu de destruction, sont présentés, et toujours considérés, de la même manière et au même niveau que leurs boucs émissaires, c'est-à-dire comme des

hommes. Ainsi l'œuvre reste pertinente, voire captivante, au-delà de la brutalité glaciale et des exécutions sommaires. Elle offre même une vision du monde quand, dans les interstices de l'anéantissement et dans le fragile recul offert par la réminiscence, le professeur observe, en cet ancien lieu-dit de la «forêt des dieux», la beauté de la nature ambiante, la minceur du destin et l'absurdité, jusqu'à l'extrême, de la condition humaine.

Un soir au dortoir, le visage hébété, l'esprit à l'abandon, son regard sur ses compagnons d'infortune semble disparaître dans l'obscurité nocturne pour ensuite, par un somptueux pivot de la caméra et un raccord impeccable, traverser une autre noirceur (artificielle cette fois) et revoir tout de même la tragédie de Stutthof, mais sous un angle nouveau... L'action est en fait transposée dans un théâtre, bien après la Shoah. Le massacre nazi est joué sur une scène, et le professeur, de noir vêtu, est consulté par les artistes pour nourrir la vérité à la pièce.

Abattu, incompris, et surtout censuré par le parti communiste au pouvoir dans la Lituanie annexée, le témoin-survivant accepte de retracer son calvaire pour constituer une œuvre d'art. Mais il ne supporte pas d'infidélité à son histoire et se sent finalement aussi aliéné hors du camp, après la guerre, qu'au temps de sa détention. Dans un rêve de mort, il retourne à Stutthof avec le sentiment d'un devoir de mémoire inaccompli et reprend place parmi les condamnés au four crématoire.

Avec dorénavant, trois festivals par an, la critique montréalaise ne devrait pas manquer de très bons films à éviter comme «La Forêt des dieux». Comment un film, montré trois fois en quatre jours, peut-il rendre compte de la dignité d'un peuple tour à tour écrasé par les deux fléaux idéologiques du siècle – le nazisme et le communisme – sans pour autant agir dans l'intérêt du public pour qui il est projeté? Étrange, étrange magie du cinéma à Montréal! Il ne fallait pas voir cette œuvre édifante, au risque de relativiser les problèmes politiques actuels du Québec... Comme le montre la gestion et surtout l'accueil assez catastrophiques de ce premier FIFM, le couvercle social est bien fermé! La télévision a de beaux soirs de grosses cotes d'écoute devant elle, et tant pis pour le cinéma instructif.

FRANÇOIS CAVAILLÈS

Le vrai dictionnaire du merveilleux monde du cinéma québécois

Amicale de Téléfilm Canada: Bande de producteurs et de distributeurs money makers qui ont décidé de se partager les fonds publics entre eux en veillant à ce que soient édictées des lois exclusives qui leur réservent une chasse gardée princière sur ces fonds.

Box-office: Revenus engendrés par des budgets faramineux de mise en marché financés par les institutions publiques. Plus un film aura coûté cher, plus il justifiera l'injection de fonds dans sa mise en marché, plus on parlera d'un bon box-office en occultant le fait qu'il aura coûté d'autant plus cher aux contribuables.

Cinéaste: N'importe qui qui peut faire faire des sous à un producteur en signant un film qu'il soit comédien connu, humoriste à la mode, chanteur populaire...

Culture: Machin accessoire à faible coefficient de rentabilité et peu connu par nos fonctionnaires décideurs.

Distributeur déclencheur: Tout distributeur canadien qui a lancé deux longs métrages canadiens

dans l'année qui précède la demande. Donc pour faire partie de la liste... il faut avoir fait partie de la liste avant application de cette loi.

Producteur accrédité: Tout producteur qui fait partie de l'amicale de Téléfilm Canada qui s'étend maintenant aussi à la Sodec. Il peut ramasser 30% du budget de ses productions qu'il veut pour cette raison de plus en plus élevé. Il n'a besoin du distributeur que pour déclencher sa production et du réalisateur que pour garantir la popularité du film qui justifie son inflation.

Sodec: Guichet unique du cinéma au Québec. On y retrouve des fonctionnaires étrangers qui ne comprennent rien à ce qui se fait ici mais qui sont très intéressés par la cinématographie belge et le cinéma québécois à Paris.

Téléfilm Canada: Grand manitou du cinéma au Canada. On y retrouve des fonctionnaires qui font un stage en attendant de travailler pour les grands patrons distributeurs et producteurs qui sont eux-mêmes au service des américains.

Obligations d'épargne du Canada

Épargner pour réaliser le rêve d'un enfant. Un moyen d'y arriver. Garanti.

- Les Obligations d'épargne du Canada offrent sans frais des taux concurrentiels et une croissance garantie. Elles peuvent d'autre part faire l'objet d'un placement REER.
- Choisissez l'Obligation d'épargne du Canada (encaissable en tout temps) ou l'Obligation à prime du Canada qui offre un taux d'intérêt plus élevé.
- Vous pouvez les acheter par téléphone au 1 888 773-9999, en ligne au www.oec.gc.ca, et dans votre institution bancaire ou financière.
- L'Obligation d'épargne du Canada est également offerte par retenue salariale.

Canada

*Le ministre des Finances peut mettre fin à la vente des obligations en tout temps.